

Les formes traditionnelles de régulation des Etats Nation sont en crise, un peu partout dans le monde. Cette crise est multiforme. C'est à la fois une crise des **échelles** – des structures construites au cours des siècles pour gérer des sociétés « nationales » sont mal adaptées pour gérer les interdépendances planétaires – et une crise des **formes d'action** - les Etats ont les plus grandes difficultés à entrer en dialogue et partenariat avec leurs sociétés.

Devant le vide idéologique et pratique ainsi laissé, des réponses s'inventent. La montée en puissance d'ONG, notamment d'ONG transnationales, proposant de nouvelles formes d'exercice de la citoyenneté, est une de ces réponses.

Quelle peut être la place de ces nouveaux acteurs, de ces ONG, dans le monde de demain ? Ont-elles vocation à se substituer à des Etats défailants et peuvent elles le faire ? Représentent-elles une forme évoluée de la démocratie ou révèlent-elles la dégénérescence de la démocratie en affrontement de lobbies ? Font elles partie intégrante de la « pensée unique » en complétant le marché des produits par un marché des idées et des militances et en prétendant se substituer aux régulations publiques ? Se nourrissent-elle d'une virtualisation croissante du monde où l'image et l'émotion l'emportent sur le débat et la raison ? Participent-elles de la création d'une régulation planétaire comme peut le laisser penser leur place croissante dans les instances onusiennes ? Sont-elles des faux nez des pouvoirs dominants en allant imposer dans les campagnes les plus reculées d'Afrique ou d'Asie des mots d'ordre, des priorités et un « politiquement correct » forgés à Washington ou New York ? Peuvent-elles être des acteurs privilégiés de la prise de conscience et des mutations indispensables pour que le monde de demain soit vivable ?

La « planète » des ONG c'est tout cela à la fois. Le problème majeur est de **savoir à quelles conditions** les formes associatives indépendantes des pouvoirs politiques (cette notion d'indépendance appellerait à elle seule de long développements) peuvent jouer un rôle positif dans l'évolution du monde et dans l'invention du monde de demain.

Le foisonnement des ONG depuis les associations locales jusqu'à de véritables multinationales est un des phénomènes les plus marquants de ces trente dernières années. En particulier l'on voit émerger un ensemble d'associations internationales dans le domaine de l'environnement, des droits de l'homme, de la place des femmes, de la défense des homosexuels, des relations Nord/Sud, des responsabilités des entreprises. Leur action, bien adaptée à un univers de plus en plus médiatique, est particulièrement visible pour l'opinion. Leur présence est non seulement acceptée mais de plus en plus sollicitée dans les conférences internationales. Différents sondages montrent que leur crédibilité vis à vis de l'opinion publique est souvent plus forte que celle du monde politique, des médias ou même des experts scientifiques eux-mêmes, chacun pressentant que la parole des responsables politiques des médias ou des experts est largement influencée voire déterminée par des intérêts particuliers tandis que la parole des ONG serait réputée plus libre et de ce fait plus sincère. De là à idéaliser les ONG, il y a un pas important qu'il faut se garder de franchir. Ce sont, à l'heure actuelle, les acteurs les plus innovants de la scène internationale et ceux qui sont souvent le mieux à même de renouveler les termes du débat social, de faire émerger dans le champ politique des questions nouvelles de société. Mais il importe de comprendre les raisons de leur développement et de leur succès, les limites de leur action actuelle et les perspectives d'avenir les mieux à même de leur faire jouer un rôle décisif.

Pour comprendre les raisons du développement et du succès des ONG, il faut les considérer comme l'expression de l'inventivité de la société en réaction à la crise des idéologies et des institutions, décalées face aux défis de demain.

Crise des systèmes de pensée. Nous continuons pour l'essentiel à penser le développement, le travail, la science, les droits, l'innovation avec des modèles mentaux qui se sont forgés dans les siècles précédents et souvent, pour ce qui concerne le fonctionnement social, à partir d'analogies avec les sciences de la nature qui étaient en vogue il y a un ou deux siècles.

Crise du politique qui concerne à la fois les formes du débat politique, les objets en débat et les liens

entre le local et le global.

Crise des institutions publiques dont le territoire d'action, les domaines et les modes d'intervention ne correspondent plus aux exigences des sociétés actuelles.

Crise des formes d'action collective, en particulier des mouvements hiérarchisés : églises, organisations professionnelles et syndicales . Cette crise commune à tous les grands systèmes hiérarchiques d'autrefois, à commencer par les entreprises, facilite l'émergence de systèmes plus souples, plus décentralisés et répondant à l'aspiration de beaucoup de gens de sortir du sentiment d'impuissance de « se relier pour faire quelque chose de concret » .

D'une certaine manière, les ONG répondent au déficit de sens et de lien qui résulte de l'implosion des idéologies et des institutions, ce qui amène les ONG à remplir des fonctions extrêmement diverses, parfois de véritable substitut aux pouvoirs publics, parfois d'intermédiation entre les pouvoirs publics et les citoyens, parfois de recherche de nouveaux projets de société.

Cette manière de combler un vide est particulièrement évidente à l'échelle internationale. Comme les entreprises et selon des modalités d'ailleurs assez proches, le monde des ONG a su tirer profit de la mondialisation. Face à des Etats dépassés par la mondialisation et accrochés à un discours sur la souveraineté de plus en plus vidé de son sens, face à des entreprises qui se sont organisées beaucoup plus vite que les structures politiques traditionnelles pour être à l'échelle de la mondialisation et pour en animer le mouvement, les ONG ont su rapidement se constituer en acteur global et tirer profit des nouvelles formes de communication à distance. Les médias et la mondialisation de l'information ont leurs propres règles de fonctionnement. Les ONG ont su assez rapidement les apprendre et les utiliser avec profit. Le mouvement des mères de la place de Mai en Argentine, les campagnes de Greenpeace, le mouvement Zapatiste au Chiapas sont autant d'illustrations d'un nouvel art de construire des rapports de force en exploitant au mieux la logique des médias. Il a sa portée et son efficacité. Il a aussi ses limites : l'usage des médias implique de se mouler dans la logique des médias, de privilégier l'image et la forme au détriment du fond, l'événementiel au détriment de la durée.

Après avoir su se mettre à l'échelle du monde et utiliser les médias, les ONG sont en train d'apprendre à grande vitesse l'usage possible d'Internet et du Web. Il est assez frappant de voir des ONG d'Asie, d'Amérique Latine, et maintenant d'Afrique s'équiper et apprendre les règles du jeu de ce moyen de communication tandis que la plupart des institutions publiques en sont encore à découvrir le courrier électronique. Internet, en effet, correspond beaucoup mieux à une culture de réseaux qu'à la culture des institutions traditionnelles et la manière dont des forums de discussion se nouent et se dénouent correspond à l'évidence à la culture non gouvernementale. L'intrusion des ONG sur la scène internationale, à l'occasion des sommets mondiaux organisés par l'ONU, n'est donc qu'une expression parmi d'autres de la prise en compte par les ONG de la mondialisation. On s'habitue à assimiler le non gouvernemental à l'action au niveau local et le gouvernemental au global. Peut-être faut-il changer de perspective et reconnaître dans les Etats Nations une structure par essence locale, le global étant investi par des structures non gouvernementales : entreprises et ONG.

Malgré tous ces avantages, l'action actuelle des ONG comporte de nombreuses limites.

Elles ont d'abord de sérieuses difficultés à penser le rapport entre le local et le global. Le slogan « penser globalement, agir localement » pour séduisant qu'il soit, ne tient pas à l'analyse. Le changement du monde ne résultera pas seulement d'un changement de comportements individuels et d'une somme d'initiatives locales. Il faut aussi changer les règles du jeu et les institutions.

Elles sont ensuite souvent imprégnées d'une culture de résistance, de dénonciation, et d'action ponctuelle. Il ne leur est pas facile de passer à une culture de dialogue et de proposition. Leur action permet de gagner des batailles ; il est moins sûr que cela permette de gagner la guerre. Surfer sur les émotions publiques ou s'appuyer sur les médias pousse à l'événementiel, à la mobilisation intense mais de courte durée autour d'objets simples faisant appel à l'émotion. Le succès de l'humanitaire

en est le reflet mais il en faudra plus pour inventer le monde de demain.

Ces limites se trouvent aggravées par la difficulté des ONG à se relier entre elles. A leur concurrence économique, pour l'argent public et du public, s'ajoute souvent une concurrence symbolique. Beaucoup d'entre elles sont réticentes à s'autoanalyser et à s'autocritiquer. Elles fonctionnent sur un mythe démocratique et unanimiste souvent bien éloigné de la réalité concrète de leur fonctionnement.

Or, ce qui manque fondamentalement aujourd'hui, là où la crise des idéologies ou des institutions a laissé un trou béant, c'est la construction de perspectives intégratrices. Une perspective intégratrice suppose le lien entre le local et le global, le lien entre les milieux, la gestion de la durée, la mise en place de stratégies de changement à long terme, l'insertion de projets ponctuels dans une perspective commune, le dépassement d'identité de chacun dans une perspective d'ensemble. Si les ONG veulent relever ce défi, elles doivent apprendre à entrer en alliance. L'alliance est en effet, une forme émergente de l'action collective, en réponse au déclin des organisations hiérarchiques et à l'insuffisance de simples réseaux d'échange. On peut faire le parallèle avec les défis de la gouvernance.

Ni la tradition germanique de la subsidiarité, ni la tradition jacobine à la française ne répondent convenablement, dans le domaine de la gouvernance, aux réalités du monde d'aujourd'hui car aucune action publique pertinente ne peut se faire à un seul niveau de gouvernance. L'articulation entre échelles de gouvernance est devenue la question centrale de la science politique. Il faut inventer une nouvelle manière de concilier les exigences d'unité et de diversité.

De même, pour l'organisation de la société civile, ni la construction de grands systèmes hiérarchiques, ni l'émiettement en de multiples organisations cloisonnées ne répond au problème et il faut trouver une troisième voie satisfaisant au double impératif de cohérence et d'autonomie. C'est ce à quoi correspond l'idée d'alliance. Une alliance c'est plus qu'une simple concertation. C'est la reconnaissance d'un minimum de valeurs et de perspectives communes, c'est une autre manière de pratiquer collectivement le pouvoir en assurant la coordination non par une autorité régaliennne mais par l'adoption de méthodes de travail claires et partagées par tous. C'est même une autre définition du pouvoir, conçu comme le résultat d'une création et d'une action commune et non comme un gâteau que l'on se partage.

C'est en aidant à faire émerger de telles alliances, en faisant en sorte qu'elles organisent leur propre agenda à long terme et qu'elles proposent des alternatives ambitieuses que l'on contribuera le mieux, selon moi, à faire émerger de nouvelles formes de régulation et de civilité mondiales.

Fondation Charles Léopold Mayer, Pierre Calame



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>